

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

21 mars 2012

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Plus de sécurité dans l'utilisation des produits chimiques .....	4
Révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers : maintien des compétences cantonales.....	4
Genève .....	5
Approbation du plan directeur des chemins pour piétons de la commune d'Onex .....	5
Vacances scolaires 2014-2015.....	5
Adoption du budget 2012 de l'Hospice général .....	6
Allocation unique de vie chère 2011 pour les membres du personnel de l'Etat touchant les salaires les moins élevés .....	6
Aide financière au club Chênois-Genève Volleyball .....	7
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Troinex .....	7
Le dépôt de listes et de prises de position par voie électronique n'est pas envisageable sans cadre légal ..	7
Entrée en vigueur de lois .....	9
Agenda des invitations à la presse .....	10

## **Plus de sécurité dans l'utilisation des produits chimiques**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement au [projet de révision partielle de l'ordonnance fédérale sur les produits chimiques](#). L'objectif est d'harmoniser les dispositions suisses à celles en vigueur au niveau européen. Globalement, les modifications visent à garantir un niveau plus élevé de sécurité et de protection de la santé et de l'environnement. Il y a lieu de citer, par exemple, l'élargissement des connaissances techniques exigées des personnes qui remettent certaines substances dangereuses aux professionnels et le remplacement, à terme, des substances les plus dangereuses par des alternatives plus sûres.

En revanche, le Conseil d'Etat a tenu à relever le manque de clarté de l'ordonnance. En raison de sa syntaxe peu claire et de renvois fréquents aux directives européennes, elle s'avère difficilement compréhensible. Or, une mauvaise lisibilité des dispositions en vigueur ne peut que nuire à une bonne application des mesures proposées et nécessite, de ce fait, un effort d'information très important.

*Pour toute information complémentaire : M. François Zosso, chef du secteur des produits chimiques, DARES,  
☎ 022 546 51 90.*

---

## **Révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers : maintien des compétences cantonales**

Le Département fédéral de justice et police a lancé une procédure de consultation relative à la [révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers \(LEtr\)](#), dont l'objectif principal consiste à renforcer les dispositions relatives à l'intégration des étrangers et favoriser le développement d'une politique d'intégration basée sur le principe « encourager et exiger ».

De manière générale, le Conseil d'Etat accueille favorablement le projet de révision proposé par la Confédération et salue l'ancrage dans la LEtr des exigences inhérentes à une politique d'intégration clairement définie.

Le canton de Genève milite cependant en faveur du maintien d'une large marge de manœuvre et de liberté d'action des cantons, tout en respectant le cadre fixé d'un commun accord avec la Confédération, afin que les réalités cantonales soient prises en compte dans l'élaboration des programmes spécifiques d'intégration.

L'applicabilité systématique des conventions d'intégration suscite toutefois quelques réserves, notamment en ce qui concerne la faisabilité de leur mise en œuvre alors que la proportion de population étrangère est importante.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadine Mudry, secrétaire générale adjointe, DSPE,  
☎ 022 327 92 12.*

## Approbation du plan directeur des chemins pour piétons de la commune d'Onex



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur des chemins pour piétons de la commune d'Onex. Le plan prévoit d'améliorer et de développer les liaisons pédestres avec les communes voisines de Lancy, Confignon, Bernex, Vernier et Plan-les-Ouates, ainsi que les connexions intercommunales (rabattement sur la route de Chancy et sa desserte tram, mise en place d'un axe fort en mobilité douce sur l'avenue des Communes-Réunies). Des traversées de l'Aire sont également prévues afin de décloisonner certains secteurs de lotissements situés en dessous de la route du Grand-Lancy. La mise en place d'une passerelle sur le Rhône permettra un raccordement piéton essentiel entre les deux rives.

Le plan directeur des chemins pour piétons propose également la prise en compte d'un axe fort de mobilité douce, via la voie verte Bernex-Bâtie, permettant de raccorder le parc des Evaux au Bois-de-la-Bâtie et au futur parc urbain de Bernex. Il vise à améliorer la sécurité et le confort des chemins pour piétons, en assurant sa continuité et son intercommunalité au réseau de mobilité douce existant.

Avec son plan directeur des chemins pour piétons, Onex se dote aujourd'hui d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs concernant la commune.

*Pour toute information complémentaire : Mme Laetitia Cottet, architecte paysagiste, direction des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 73.*

## Vacances scolaires 2014-2015

Le Conseil d'Etat a fixé le calendrier des vacances scolaires pour les années scolaires 2014-2015 :

- vacances d'automne : du lundi 20 octobre 2014 au vendredi 24 octobre 2014 ;
- vacances de Noël et Nouvel An : du samedi 20 décembre 2014 au vendredi 2 janvier 2015 ;
- vacances de février : du lundi 9 février 2015 au vendredi 13 février 2015 ;
- vacances de Pâques : du jeudi 2 avril 2015 au vendredi 10 avril 2015 ;
- vacances d'été : du lundi 29 juin 2015 au vendredi 21 août 2015.

Le meilleur équilibre possible des temps d'enseignement et la coordination avec les autres cantons romands ont été visés lors du choix de ces dates.

Le projet de calendrier a été présenté à la conférence de l'instruction publique, composée de représentants des parents, des autorités communales, des partis politiques, des milieux patronaux, des associations d'employés, des enseignants et des autorités scolaires.

Les dates sont disponibles dès ce jour sur le site Internet du département de l'instruction publique, de la culture et du sport : [www.ge.ch/dip/vacances\\_scolaires.asp](http://www.ge.ch/dip/vacances_scolaires.asp).

*Pour toute information complémentaire : M. Claude Goldschmid, secrétaire adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 27.*

---

### **Adoption du budget 2012 de l'Hospice général**

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2012 de l'Hospice général, qui prévoit des prestations sociales à hauteur de 252 millions de francs (dont 233,8 millions pour les prestations d'aide sociale et 18,2 millions pour les prestations aux requérants d'asile). Ces projections financières ont été élaborées en tenant compte d'une hausse conjoncturelle du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale. Les charges de fonctionnement représentent quant à elles 124,4 millions de francs.

S'agissant des revenus, les subventions cantonales inhérentes aux prestations sociales versées et au fonctionnement se montent respectivement à 226,6 millions et 78 millions de francs. Par ailleurs, les revenus propres de l'Hospice atteignent 36,7 millions de francs, dont 24,9 millions de rendement du parc immobilier, permettant ainsi à l'Hospice général de financer en partie les postes nécessaires à l'accroissement prévisible du nombre de dossiers d'aide sociale (+ 5% par rapport à l'exercice 2011).

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.*

---

### **Allocation unique de vie chère 2011 pour les membres du personnel de l'Etat touchant les salaires les moins élevés**

Le Conseil d'Etat a adopté un règlement accordant pour 2011 une allocation unique de vie chère de 0,15% aux membres du personnel situés jusqu'à la classe 13 de l'échelle des traitements, pour autant que leur traitement annuel ne dépasse pas les seuils fixés par l'article 14, al. 4 de la [loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat, du pouvoir judiciaire et des établissements hospitaliers \(LTrait\)](#).

Le taux de 0,15% du salaire annuel est calculé mensuellement et diffère ainsi du taux d'indexation annuelle qui était nul en 2011. En effet, l'allocation unique de vie chère compense la différence entre le traitement effectivement touché durant l'année écoulée et le montant qui aurait été versé si le traitement avait été adapté chaque mois à l'évolution de l'indice genevois des prix à la consommation. Le paiement est effectué au début de l'année.

*Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 51.*

---

## Aide financière au club Chênois-Genève Volleyball

Le Conseil d'Etat a décidé, après consultation de la commission cantonale d'aide au sport et dans le cadre de ses compétences attribuées par le règlement sur l'aide au sport (RAS), d'allouer la somme de 45'000 francs au club sportif Chênois-Genève Volleyball.

Cette aide exceptionnelle, prélevée sur la réserve du Fonds de l'aide au sport, s'inscrit dans la volonté de l'Etat de Genève de soutenir les activités de formation et de promotion de la relève. Le Conseil d'Etat soutient ainsi l'un des clubs genevois les plus réguliers au sein de l'élite nationale et formule l'espoir de voir émerger prochainement une structure cantonale de formation de la relève pour le volleyball genevois.

*Pour tout complément d'information : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.*

---

## Aboutissement d'un référendum dans la commune de Troinex

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Troinex du 12 décembre 2011, ouvrant un crédit de 140'000 francs destiné à l'étude des projets définitifs d'aménagements des chemins de Saussac, de Drize et des Moulins-de-Drize. La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :



- signatures déposées : 360
- signatures contrôlées : 319
- signatures validées : 307

Le nombre de 305 signatures valables requis par la [Constitution](#) (article 59, al. 1, lettre b) pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

La date de la votation communale à Troinex sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

---

## Le dépôt de listes et de prises de position par voie électronique n'est pas envisageable sans cadre légal

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport sur une [motion intitulée « Pour des e-listes de prise de position »](#), motivée par la difficulté rencontrée par les associations, groupements et partis pour déposer une prise de position dans sa forme actuelle.

Dans sa réponse, le gouvernement indique qu'en l'absence d'un cadre légal de la signature électronique certifiée, il n'est pas envisageable actuellement de renoncer aux signatures manuscrites.

Le Conseil d'Etat rappelle que le dépôt de signatures à l'appui d'une prise de position politique n'est pas un simple acte administratif. La possibilité donnée par le droit genevois à des groupements représentatifs de déposer une prise de position est pratiquement unique en Suisse. L'apposition de cinquante signatures

d'électrices ou d'électeurs permet d'obtenir, pour les votations cantonales ou communales, une publication de la prise de position dans la brochure explicative envoyée aux 240'000 électeurs du canton, sur les affiches placardées sur les panneaux officiels de l'Etat et des communes ainsi qu'une publication dans la Feuille d'avis officielle. L'exigence de réunir 50 signatures vise ainsi à démontrer que la prise de position bénéficie d'un minimum de représentativité.

Le Conseil d'Etat indique cependant qu'il a déjà introduit une simplification pour les partis et comités par le biais d'une modification de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995, dispensant les partis représentés aux Grand Conseil, les comités référendaires et les comités d'initiative de déposer des signatures à l'appui de leurs prises de position. D'autres mesures de simplification sont actuellement à l'étude et pourraient être mises en œuvre prochainement telles que la possibilité de saisir les candidatures et de composer des listes électorales par Internet.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*



# Entrée en vigueur de lois

Loi	AUTEUR	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 27.01.2012, accordant une indemnité de 21'418'432F en 2011 et de 22'151'111F en 2012 à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (L10808)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 24 mars 2012 (lendemain de la publication dans la FAO)
<a href="#">Loi du 27.01.2012, modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune d'Onex (création d'une zone de développement 3, située entre la route de Chancy et le chemin du Pré-Longet) (L10856)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 24 mars 2012 (lendemain de la publication dans la FAO)
<a href="#">Loi du 27.01.2012, portant sur la constitution, à titre gratuit, d'une servitude d'empiètement sous domaine public, au profit de la parcelle n° 7113, propriété de la Régie fédérale publique des chemins de fer fédéraux (CFF), et de la parcelle n° dp6302, propriété de la commune de Versoix (L10781)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 24 mars 2012 (lendemain de la publication dans la FAO)
<a href="#">Loi du 27.01.2012, concernant la constitution de la Fondation communale immobilière de Satigny (PA 576.00) (L10886)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 24 mars 2012 (lendemain de la publication dans la FAO)
<a href="#">Loi du 27.01.2012, modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Carouge (création d'une zone de développement 3 et d'une zone des bois et forêts) au lieu-dit « Les Moraines » (L10838)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 24 mars 2012 (lendemain de la publication dans la FAO)

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
26 mars 10h30	Conférence de presse annuelle de la police	Nouvel hôtel de police 5, chemin de la Gravière 1227 Les Acacias	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04
2 avril 10h00	Présentation du compte 2011 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
19 avril 11h30	Vernissage du concours d'architecture La Marbrerie – premier concours du périmètre PAV	Bâtiment Sicli 45, route des Acacias 1227Carouge	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou ☎ 076 313 01 25